



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 10 janvier 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, novembre 2007

2

La valeur des permis de bâtir a chuté en novembre bien qu'elle demeure un peu au-dessus de la barre des 6 milliards de dollars pour un septième mois consécutif. La valeur totale des permis de bâtir émis de janvier à novembre, s'étant chiffrée à 68,1 milliards de dollars, dépasse déjà le sommet annuel atteint en 2006.

Indicateurs nationaux du tourisme, troisième trimestre de 2007

7

Au cours du troisième trimestre de 2007, les dépenses touristiques au Canada ont augmenté pour un 17^e trimestre consécutif.

Indice des prix des logements neufs, novembre 2007

11

Étude : Tendances de l'emploi selon la géographie dans l'administration publique centrale, 2006

12

Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail, troisième trimestre de 2007

14

Effectifs, diplômés et éducateurs des écoles publiques primaires et secondaires, 2005-2006

15

Indices de prix des services professionnels en informatique, 2006

16

Nouveaux produits

17



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Communiqués

Permis de bâtir

Novembre 2007

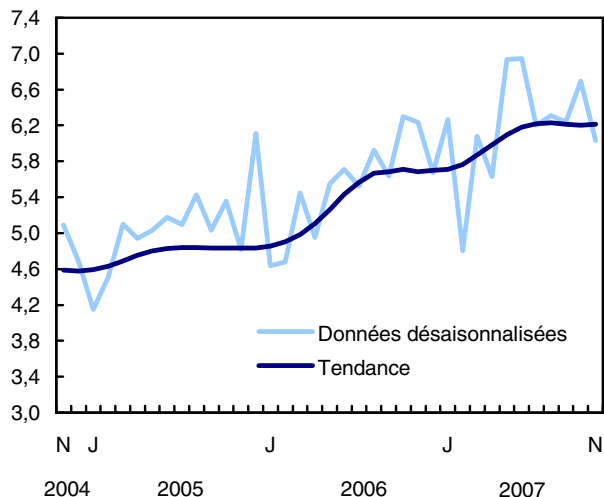
La valeur des permis de bâtir a chuté en novembre bien qu'elle demeure un peu au-dessus de la barre des 6 milliards de dollars pour un septième mois consécutif.

Les municipalités ont délivré pour 6,0 milliards de dollars de permis de bâtir, en baisse de 9,9 % par rapport à octobre. La diminution des intentions de construction à la fois de bâtiments résidentiels et non résidentiels a contribué au recul inscrit en novembre.

Depuis le début de 2007, la valeur totale des permis de bâtir émis par les municipalités de janvier à novembre s'est chiffrée à 68,1 milliards de dollars, en hausse de 12,4 % par rapport au total enregistré au cours des 11 premiers mois de 2006. Ce montant était également 2,8 % supérieur au sommet annuel précédent de 66,3 milliards de dollars atteint en 2006. Les bons résultats sont attribuables aux hausses réalisées à la fois dans les secteurs résidentiel et non résidentiel.

La valeur totale des permis diminue en novembre

En milliards de dollars



Dans le secteur non résidentiel, les intentions ont baissé de 17,5 % en novembre pour s'établir à 2,2 milliards de dollars. La hausse des intentions

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

de construction industrielle a été insuffisante pour compenser les fortes baisses dans les composantes commerciale et institutionnelle.

Le secteur résidentiel a aussi connu une diminution, ayant enregistré une baisse de 5,0 % pour se fixer à 3,9 milliards de dollars. La faible croissance des logements unifamiliaux n'a pu effacer la chute des logements multifamiliaux. Les municipalités ont approuvé 19 659 nouvelles unités, en baisse de 4,3 %.

La diminution de la valeur totale des permis en novembre s'est répartie dans l'ensemble du pays, car toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador et du Manitoba, ont enregistré un repli.

Secteur de l'habitation : diminution de la demande de logements multifamiliaux

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a chuté de 15,2 % en novembre pour se chiffrer à 1,4 milliard de dollars, soit un montant près de la moyenne mensuelle de 2007. Le nombre de logements multifamiliaux approuvé a baissé de 7,9 % pour s'établir à 9 914.

Les permis de construction de logements unifamiliaux ont augmenté de 1,8 % pour se fixer à 2,5 milliards de dollars. Le nombre de nouveaux logements unifamiliaux dont on a autorisé la construction est demeuré essentiellement inchangé (-0,2 %).

La force de l'emploi, la croissance du revenu disponible, les faibles taux d'occupation des appartements dans certains centres et les options de financement attrayantes ont continué de stimuler le secteur de l'habitation.

Toutefois, la détérioration de l'abordabilité des logements imputable à l'augmentation du prix des logements neufs et aux hausses récentes des taux hypothécaires pourrait faire baisser la demande.

À l'échelon provincial, la diminution la plus prononcée (en dollars) a été enregistrée en Colombie-Britannique, où la valeur des permis de construction résidentielle a chuté de 28,5 % pour se chiffrer à 611 millions de dollars. Cette baisse s'explique par une diminution de 49,7 % de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux.

Venait ensuite le Québec, qui a connu une baisse de 8,8 % pour se chiffrer à 735 millions de dollars. Le recul est imputable aux diminutions dans les composantes unifamiliale et multifamiliale.

En revanche, l'Alberta a connu les hausses les plus importantes parmi les provinces grâce à une augmentation de 13,3 % des intentions de construction résidentielle. Cette progression provenait à la fois des logements unifamiliaux et multifamiliaux.

Au cours des 11 premiers mois de 2007, la valeur des permis de construction résidentielle a totalisé 41,5 milliards de dollars, en hausse de 10,5 % par rapport à la même période en 2006. La croissance à la fois dans les composantes unifamiliale (+8,6 %) et multifamiliale (+14,2 %) a entraîné cet accroissement.

Secteur non résidentiel : les intentions de construction atteignent le niveau le plus bas en sept mois

La valeur des permis de construction non résidentielle a chuté en novembre, s'étant établie au niveau le plus bas enregistré depuis avril. Cette chute fait suite au bond de 19,8 % de la valeur des permis de construction non résidentielle enregistré en octobre, grâce aux importants projets de construction commerciale à Calgary.

Les intentions de construction commerciale ont régressé de 32,5 % pour se chiffrer à 1,1 milliard de dollars en novembre. Il s'agit du plus bas niveau observé depuis février. La régression était essentiellement imputable à la réduction des permis pour les immeubles à bureaux et à de plus faibles diminutions en ce qui concerne les bâtiments de commerce de détail et les entrepôts.

À la suite d'une hausse de 30,6 % affichée en octobre, la valeur des permis de construction institutionnelle a diminué de 14,1 % pour se fixer à 581 millions de dollars. Le recul s'est réparti entre les divers types d'immeubles institutionnels (les écoles, les établissements de soins infirmiers, les immeubles administratifs et les églises).

En revanche, la composante industrielle a enregistré une progression de 47,9 % en novembre pour atteindre 495 millions de dollars, après trois reculs mensuels consécutifs. Les projets de construction d'usines de fabrication ont entraîné la hausse observée en novembre.

Après les sommets atteints en mai et en juin, la valeur des permis de construction non résidentielle a connu une tendance à la baisse en raison des niveaux inférieurs des permis de construction commerciale. Par contre, la valeur des permis de construction industrielle et institutionnelle a progressé au cours des derniers mois.

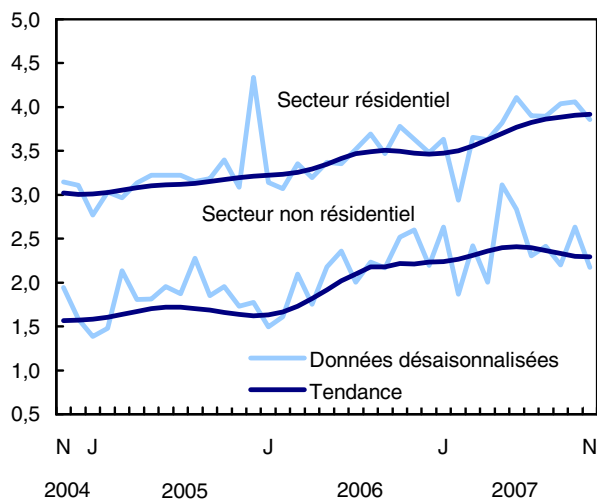
À l'échelon provincial, le repli le plus important des intentions de construction non résidentielle (en dollars) s'est produit en Alberta (-36,7 % pour se fixer à 480 millions de dollars), qui avait connu des résultats exceptionnels en octobre. Les hausses importantes dans les permis de construction institutionnelle et industrielle ont été effacées par la chute dans la composante commerciale. Venait ensuite l'Ontario, qui a enregistré une baisse notable (-16,1 %).

En novembre, seuls Terre-Neuve-et-Labrador, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique et les Territoires du Nord-Ouest ont enregistré des hausses dans le secteur non résidentiel.

Pour la période de janvier à novembre, la valeur totale des permis de construction non résidentielle a

Les secteurs résidentiel et non résidentiel sont en baisse

En milliards de dollars



atteint 26,6 milliards de dollars, en hausse de 15,5 % par rapport à la même période en 2006. Ce total dépasse déjà le sommet annuel de 25,2 milliards de dollars atteint en 2006.

Les trois composantes non résidentielles ont affiché des augmentations considérables de la valeur cumulative des permis. La valeur des permis de construction commerciale s'est accrue de 19,2 % pour s'établir à 15,6 milliards de dollars. La forte demande de nouveaux locaux à bureaux a principalement provoqué cette l'augmentation. La valeur des permis de construction institutionnelle a progressé de 7,0 % pour se fixer à 6,3 milliards de dollars, grâce aux projets de construction d'hôpitaux et d'établissements de soins infirmiers. Les permis de construction industrielle ont augmenté de 16,0 % pour atteindre 4,7 milliards de dollars, en raison essentiellement des projets d'usines.

Parmi les provinces, l'Ontario (+26,1 %) a connu l'augmentation cumulative la plus forte des constructions non résidentielles, suivi de l'Alberta (+19,7 %) et du Québec (+15,3 %). Les niveaux observés en Ontario et en Alberta sont déjà supérieurs aux sommets annuels atteints respectivement en 2005 et en 2006.

Le faible taux d'inoccupation d'immeubles à bureaux dans les grands centres, la demande accrue d'établissements de santé et de soins infirmiers ainsi que la vigueur des secteurs des commerces de détail et de gros ont contribué à la hausse des projets de construction non résidentielle.

Régions métropolitaines : montée en flèche des intentions de construction à Toronto

Depuis le début de 2007, 22 des 34 régions métropolitaines de recensement ont affiché une

augmentation, dont la plus forte (en dollars), et de loin, s'est produite à Toronto, où des projets de construction d'une valeur de 12,0 milliards de dollars ont été approuvés depuis le début de 2007, soit près de 2,0 milliards de dollars de plus par rapport à la valeur enregistrée de janvier à novembre 2006. Les projets de construction d'immeubles à bureaux et de nouveaux logements unifamiliaux ont le plus contribué à cet excellent résultat.

Ensuite, loin derrière, venaient Calgary, Montréal, Edmonton et Québec, chacune ayant connu une augmentation à la fois dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. En revanche, Windsor, Barrie et Oshawa ont enregistré les reculs les plus marqués.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de novembre 2007 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir de décembre 2007 sera diffusé le 6 février.

Pour commander des données, communiquez avec Jasmine Gaudreault au 613-951-6321 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 (bdp_information@statcan.ca). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole Charron au 613-951-0087, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Octobre 2007 ^r	Novembre 2007 ^p	Octobre à novembre 2007	Janvier à novembre 2006	Janvier à novembre 2007	Janvier-novembre 2006 à janvier-novembre 2007
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
St. John's	33,6	36,4	8,3	353,4	351,2	-0,6
Halifax	70,0	56,3	-19,5	603,4	618,2	2,5
Moncton	27,2	24,7	-9,4	244,7	257,5	5,3
Saint John	14,1	19,4	37,4	168,2	204,7	21,7
Saguenay	25,9	13,0	-49,8	198,2	196,5	-0,9
Québec	133,9	123,0	-8,1	1 058,7	1 367,5	29,2
Sherbrooke	36,9	19,0	-48,3	343,9	275,8	-19,8
Trois-Rivières	22,4	26,1	16,2	225,5	281,9	25,1
Montréal	623,4	579,8	-7,0	5 531,2	6 066,9	9,7
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	255,5	213,5	-16,4	2 042,7	2 379,0	16,5
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	36,2	34,8	-3,8	493,1	544,6	10,5
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	219,3	178,7	-18,5	1 549,6	1 834,3	18,4
Kingston	95,2	15,1	-84,1	239,1	314,5	31,6
Peterborough	27,0	9,6	-64,5	134,7	154,9	15,0
Oshawa	79,4	99,3	25,1	810,4	712,8	-12,0
Toronto	1 087,9	1 081,8	-0,6	9 990,2	11 978,6	19,9
Hamilton	135,4	186,7	38,0	913,0	1 122,3	22,9
St. Catharines-Niagara	86,4	55,0	-36,3	486,3	456,0	-6,2
Kitchener	59,5	64,4	8,1	827,2	780,2	-5,7
Brantford	8,8	15,2	72,4	174,5	169,5	-2,9
Guelph	31,6	25,9	-18,2	292,9	288,2	-1,6
London	65,0	99,7	53,4	843,5	859,7	1,9
Windsor	20,7	28,8	38,6	463,2	291,1	-37,2
Barrie	18,0	23,6	30,8	470,1	344,7	-26,7
Grand Sudbury	26,8	25,1	-6,6	218,0	347,2	59,3
Thunder Bay	6,2	8,8	42,9	85,2	88,2	3,5
Winnipeg	62,0	67,1	8,3	834,8	831,5	-0,4
Regina	41,1	19,0	-53,8	336,7	344,6	2,4
Saskatoon	40,7	55,6	36,5	390,1	603,1	54,6
Calgary	726,4	340,1	-53,2	5 005,7	6 001,4	19,9
Edmonton	253,2	421,5	66,5	3 242,8	3 719,4	14,7
Kelowna	80,1	85,4	6,6	572,2	798,7	39,6
Abbotsford	30,0	35,1	16,9	341,8	279,7	-18,2
Vancouver	669,0	446,1	-33,3	6 156,1	6 446,7	4,7
Victoria	48,6	60,5	24,4	735,3	879,8	19,7

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir, selon la province et le territoire

	Octobre 2007 ^r	Novembre 2007 ^p	Octobre à novembre 2007	Janvier à novembre 2006	Janvier à novembre 2007	Janvier-novembre 2006 à janvier-novembre 2007
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
Canada	6 693,0	6 028,8	-9,9	60 593,1	68 129,2	12,4
Résidentiel	4 058,1	3 856,1	-5,0	37 574,5	41 535,0	10,5
Non résidentiel	2 634,9	2 172,6	-17,5	23 018,6	26 594,2	15,5
Terre-Neuve-et-Labrador	49,7	58,9	18,5	500,8	552,0	10,2
Résidentiel	39,3	39,0	-0,6	295,2	380,8	29,0
Non résidentiel	10,4	19,9	90,6	205,5	171,2	-16,7
Île-du-Prince-Édouard	25,5	14,8	-41,7	193,7	152,8	-21,1
Résidentiel	10,8	11,9	9,4	116,3	108,3	-6,9
Non résidentiel	14,6	3,0	-79,7	77,3	44,5	-42,5
Nouvelle-Écosse	123,2	108,1	-12,3	1 151,2	1 192,2	3,6
Résidentiel	72,5	68,1	-6,1	775,9	775,3	-0,1
Non résidentiel	50,7	40,0	-21,1	375,3	416,9	11,1
Nouveau-Brunswick	95,1	82,8	-12,9	865,9	901,3	4,1
Résidentiel	48,8	47,6	-2,5	455,6	507,5	11,4
Non résidentiel	46,3	35,2	-23,9	410,3	393,8	-4,0
Québec	1 202,8	1 123,6	-6,6	10 816,8	11 972,5	10,7
Résidentiel	805,7	734,6	-8,8	7 127,4	7 717,3	8,3
Non résidentiel	397,1	389,0	-2,0	3 689,4	4 255,2	15,3
Ontario	2 423,3	2 291,5	-5,4	21 272,9	24 405,8	14,7
Résidentiel	1 424,5	1 453,1	2,0	13 042,4	14 028,3	7,6
Non résidentiel	998,8	838,3	-16,1	8 230,5	10 377,5	26,1
Manitoba	113,5	113,9	0,3	1 263,8	1 374,4	8,8
Résidentiel	71,6	91,7	28,2	756,2	887,8	17,4
Non résidentiel	41,9	22,2	-47,2	507,6	486,5	-4,1
Saskatchewan	128,5	119,1	-7,3	1 055,8	1 413,8	33,9
Résidentiel	88,1	68,0	-22,8	437,8	773,1	76,6
Non résidentiel	40,4	51,1	26,3	618,0	640,6	3,7
Alberta	1 397,5	1 204,5	-13,8	12 591,5	14 508,1	15,2
Résidentiel	639,2	724,3	13,3	7 481,5	8 393,5	12,2
Non résidentiel	758,3	480,2	-36,7	5 110,0	6 114,7	19,7
Colombie-Britannique	1 127,6	901,9	-20,0	10 699,1	11 459,1	7,1
Résidentiel	855,0	611,5	-28,5	7 004,8	7 857,9	12,2
Non résidentiel	272,6	290,5	6,5	3 694,3	3 601,2	-2,5
Yukon	3,7	2,0	-46,6	91,5	69,5	-24,1
Résidentiel	1,8	1,6	-13,1	34,6	33,5	-3,2
Non résidentiel	1,9	0,4	-78,8	56,9	35,9	-36,8
Territoires du Nord-Ouest	1,6	3,7	130,4	37,3	64,4	72,9
Résidentiel	0,7	0,8	18,5	17,2	18,0	4,6
Non résidentiel	0,9	2,9	214,5	20,1	46,4	131,5
Nunavut	1,0	4,0	304,7	52,8	63,6	20,3
Résidentiel	0,2	3,9	2 407,1	29,6	53,7	81,7
Non résidentiel	0,8	0,1	-88,0	23,3	9,9	-57,6

^r révisé

^p provisoire

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Indicateurs nationaux du tourisme

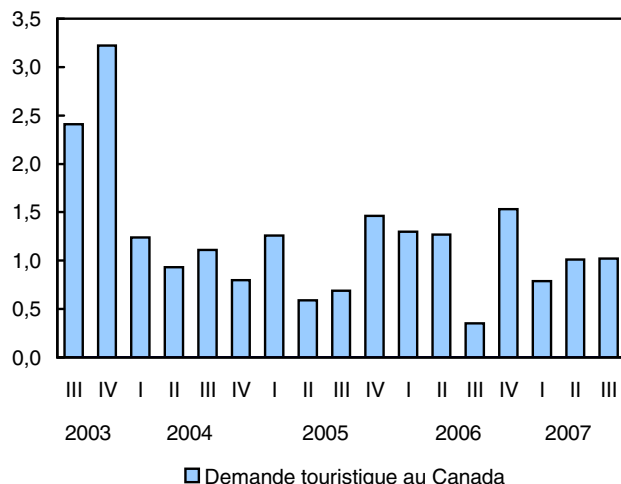
Troisième trimestre de 2007

Au cours du troisième trimestre de 2007, les dépenses touristiques au Canada ont augmenté pour un 17^e trimestre consécutif.

Les dépenses touristiques étaient en hausse de 1,0 % au troisième trimestre, les dépenses des visiteurs internationaux ayant augmenté pour un deuxième trimestre consécutif et celles des Canadiens ayant continué de progresser.

La hausse des dépenses touristiques se poursuit

Variation en %, trimestre précédent, données désaisonnalisées et corrigées en fonction des variations de prix



Augmentations consécutives des dépenses des visiteurs internationaux

Les dépenses touristiques des visiteurs internationaux au Canada (les exportations touristiques) ont connu une légère hausse de 0,2 % au troisième trimestre. Même si l'augmentation est modeste, il s'agit de la première hausse consécutive des exportations touristiques depuis le quatrième trimestre de 2004.

L'augmentation s'est produite en dépit de la diminution du nombre de visiteurs d'une journée et de visiteurs qui passent une ou plusieurs nuits dans le lieu visité. Le nombre de visiteurs en provenance des États-Unis a diminué de 1,7 % par rapport au deuxième trimestre, et le nombre de visiteurs d'autres pays a reculé de 0,5 %.

Les dépenses touristiques des visiteurs internationaux en services de transport et en autres biens et services non touristiques ont augmenté

Note aux lecteurs

Les niveaux et les parts des dépenses touristiques sont exprimés en dollars courants et corrigés pour tenir compte des variations saisonnières. Les taux de croissance des dépenses touristiques et du produit intérieur brut sont présentés en termes réels (c.-à-d. rajustés en fonction des variations de prix) et sont corrigés pour tenir compte des variations saisonnières, sauf indication contraire. Les données sur l'emploi sont également désaisonnalisées. Les variations en pourcentage connexes sont présentées aux taux trimestriels.

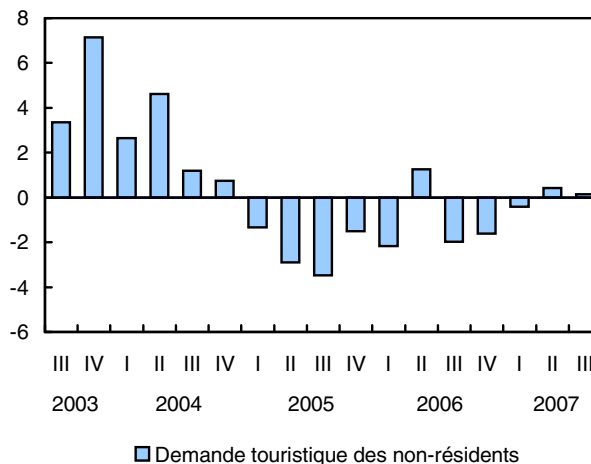
Les Indicateurs nationaux du tourisme sont financés par la Commission canadienne du tourisme.

de 0,6 % chacune pendant l'été 2007, tandis que les dépenses en hébergement ont progressé de 0,4 %.

Sur le plan négatif, les dépenses en loisirs et divertissements des visiteurs internationaux ont diminué de 1,4 %, et les dépenses au chapitre de la restauration ont reculé de 0,5 %.

Première hausse consécutive des exportations touristiques depuis 2004

Variation en %, trimestre précédent, données désaisonnalisées et corrigées en fonction des variations de prix



La hausse des dépenses touristiques au pays se poursuit

Les dépenses touristiques intérieures des Canadiens étaient en hausse de 1,3 % au troisième trimestre de 2007, après avoir progressé de 1,2 % au deuxième trimestre. Il s'agit de la 13^e augmentation trimestrielle consécutive depuis le deuxième trimestre de 2004.

Les dépenses intérieures ont été importantes, en dépit d'un bond de 5,7 % du nombre de Canadiens

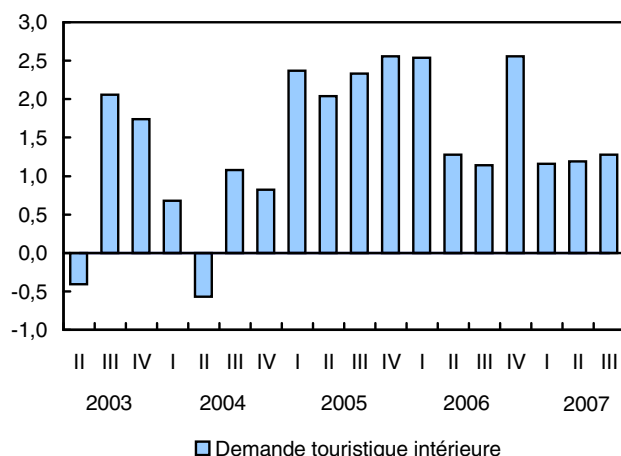
voyageant aux États-Unis. Il s'agit de la hausse trimestrielle la plus importante observée en quatre ans. Le dollar canadien s'est fortement apprécié de 5,1 % par rapport au dollar américain au troisième trimestre, rendant moins coûteux les déplacements et le magasinage des Canadiens à destination des États-Unis.

Les hausses des dépenses touristiques intérieures ont touché toutes les grandes catégories de dépenses, sauf le transport. Les dépenses en hébergement, en loisirs et divertissements et en autres biens et services non touristiques ont été remarquablement fortes.

Les dépenses intérieures en transport ont été stables, les dépenses plus élevées en billets d'avion ayant été contrebalancées par des dépenses plus faibles au chapitre du transport terrestre.

Nouvelle progression des dépenses touristiques intérieures

Variation en %, trimestre précédent, données désaisonnalisées et corrigées en fonction des variations de prix



Dépenses plus élevées au chapitre de l'hébergement

Les dépenses en hébergement des visiteurs résidents et des visiteurs non résidents étaient en hausse de 2,1 % au troisième trimestre de 2007, soit le taux le plus rapide en près de deux ans.

Les autres biens et services touristiques (qui comprennent les loisirs et divertissements, les services d'agences de voyages, les dépenses précédant un voyage et les frais de conférence) ont affiché une augmentation marquée de 1,8 % au cours du trimestre.

Les dépenses touristiques totales en transport aérien étaient en hausse de 0,5 %, les dépenses intérieures et internationales pour l'achat de billets d'avion auprès de transporteurs canadiens ayant augmenté. Les dépenses ont diminué de façon marquée au chapitre du transport ferroviaire (-1,9 %) ainsi que des réparations et pièces de véhicules automobiles (-2,7 %).

Le PIB du tourisme dépasse le PIB pour l'ensemble de l'économie

Le produit intérieur brut (PIB) du tourisme a augmenté de 1,0 % au troisième trimestre de 2007, dépassant le PIB pour l'ensemble de l'économie canadienne, dont la croissance a été de 0,7 %.

Le PIB du tourisme a progressé pour toutes les industries touristiques, l'hébergement venant en tête (+1,9 %). Les industries des services de restauration et du transport ont tiré de l'arrière, ayant affiché des hausses de 0,6 % et de 0,4 % respectivement.

Emploi généré par le tourisme

L'emploi attribuable au tourisme a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre de 2007, après avoir connu une hausse de 0,7 % au deuxième trimestre. Des hausses dignes de mention ont été enregistrées au chapitre du transport, des services de restauration, des loisirs et divertissements et des services d'agences de voyages.

L'emploi généré par le tourisme a diminué légèrement dans l'industrie de l'hébergement et les autres industries non touristiques (p. ex. les industries qui produisent des biens et services achetés à l'occasion par des touristes, y compris des articles d'épicerie, des boissons alcoolisées, des pièces et services de réparations de véhicules automobiles, du carburant pour véhicule et des articles de toilette).

Perspectives

Selon l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires pour l'industrie de l'hébergement de voyageurs, les hôteliers canadiens s'attendaient à des améliorations au quatrième trimestre de 2007 quant au nombre de chambres d'hôtel réservées, au tarif moyen des chambres, au taux d'occupation, au nombre de voyageurs d'affaires et au nombre d'heures travaillées par les employés.

Sur le plan monétaire, le dollar canadien a continué de s'apprécier par rapport au dollar américain en octobre et en novembre. Le dollar canadien a aussi progressé

par rapport à l'euro, à la livre sterling et au yen japonais en octobre, mais il a reculé en novembre.

À l'échelle internationale, les indicateurs avancés composites de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour octobre 2007 montrent un ralentissement de la croissance économique pour tous les pays membres du G7 (le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, les États-Unis et le Royaume-Uni). Les plus récents indicateurs pour la Chine, l'Inde et le Brésil laissent présager une expansion soutenue, mais des résultats plus faibles en Russie.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 387-0001 à 387-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1910.

Le numéro du troisième trimestre de 2007 de la publication *Indicateurs nationaux du tourisme : estimations trimestrielles* (13-009-XIB, gratuite) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au 613-951-3640 (iead-info-dcrd@statcan.ca), Division des comptes des revenus et dépenses.

Indicateurs nationaux du tourisme

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2007
	en millions de dollars aux prix de 2002, données désaisonnalisées					variation en %
Dépenses touristiques totales						
Demande touristique au Canada	15 907	16 150	16 276	16 440	16 608	1,0
Demande touristique des non-résidents	3 944	3 880	3 864	3 880	3 886	0,2
Demande touristique intérieure	11 963	12 270	12 412	12 560	12 721	1,3
Transport						
Demande touristique au Canada	5 783	5 898	5 927	6 016	6 022	0,1
Demande touristique des non-résidents	1 092	1 069	1 058	1 028	1 033	0,6
Demande touristique intérieure	4 690	4 829	4 869	4 988	4 988	0,0
Hébergement						
Demande touristique au Canada	2 603	2 632	2 635	2 642	2 698	2,1
Demande touristique des non-résidents	966	942	935	950	954	0,4
Demande touristique intérieure	1 637	1 690	1 701	1 692	1 744	3,1
Restauration						
Demande touristique au Canada	2 236	2 282	2 283	2 278	2 290	0,6
Demande touristique des non-résidents	619	611	610	617	614	-0,5
Demande touristique intérieure	1 617	1 671	1 673	1 661	1 677	0,9
Autres biens et services touristiques						
Demande touristique au Canada	2 584	2 615	2 657	2 694	2 743	1,8
Demande touristique des non-résidents	500	495	495	503	497	-1,1
Demande touristique intérieure	2 085	2 120	2 162	2 191	2 245	2,5
Autres biens et services						
Demande touristique au Canada	2 701	2 723	2 774	2 811	2 855	1,6
Demande touristique des non-résidents	767	763	767	783	788	0,6
Demande touristique intérieure	1 934	1 959	2 007	2 028	2 067	1,9

Indicateurs nationaux du tourisme

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2007
	en millions de dollars aux prix courants, données désaisonnalisées					variation en %
Dépenses touristiques totales						
Demande touristique au Canada	16 809	16 904	17 165	17 481	17 640	0,9
Demande touristique des non-résidents	4 126	4 047	4 059	4 098	4 110	0,3
Demande touristique intérieure	12 683	12 857	13 106	13 384	13 530	1,1
Transport						
Demande touristique au Canada	6 174	6 125	6 230	6 462	6 438	-0,4
Demande touristique des non-résidents	1 123	1 085	1 078	1 067	1 074	0,7
Demande touristique intérieure	5 051	5 040	5 152	5 395	5 364	-0,6
Hébergement						
Demande touristique au Canada	2 659	2 696	2 745	2 747	2 801	2,0
Demande touristique des non-résidents	986	965	973	988	991	0,3
Demande touristique intérieure	1 673	1 731	1 772	1 760	1 811	2,9
Restauration						
Demande touristique au Canada	2 480	2 541	2 559	2 570	2 607	1,4
Demande touristique des non-résidents	687	680	683	696	698	0,3
Demande touristique intérieure	1 793	1 861	1 875	1 875	1 908	1,8
Autres biens et services touristiques						
Demande touristique au Canada	2 701	2 742	2 776	2 806	2 863	2,0
Demande touristique des non-résidents	538	535	538	544	542	-0,5
Demande touristique intérieure	2 164	2 207	2 238	2 262	2 322	2,6
Autres biens et services						
Demande touristique au Canada	2 795	2 799	2 856	2 895	2 930	1,2
Demande touristique des non-résidents	793	781	786	803	805	0,3
Demande touristique intérieure	2 002	2 018	2 070	2 093	2 125	1,6

■

Indice des prix des logements neufs

Novembre 2007

Le taux de croissance sur 12 mois des prix des logements neufs s'est maintenu en novembre. Il s'agit du 15^e mois consécutif au cours duquel le taux de croissance d'une année à l'autre n'a pas augmenté.

Les prix de vente des entrepreneurs ont crû de 6,1 % de novembre 2006 à novembre 2007, une hausse qui demeure stable par rapport à l'augmentation d'une année à l'autre inscrite en octobre.

D'un mois à l'autre, les prix ont progressé de 0,5 % d'octobre à novembre, ce qui porte l'Indice des prix des logements neufs à 156,5 (1997=100).

À l'échelon régional, Saskatoon est demeurée en tête pour ce qui est de l'inflation d'une année à l'autre et elle s'est classée au premier rang national en affichant une augmentation des prix de 47,9 %, soit la même qu'en octobre. L'augmentation mensuelle n'a pas été différente de celle enregistrée en octobre.

À Regina, les prix des logements neufs ont progressé de 0,9 % comparativement à octobre, en raison de l'augmentation du coût des matériaux et de la main-d'œuvre. La hausse d'une année à l'autre a été de 28,2 %, en faible baisse par rapport au taux précédent de 29,5 % noté en octobre 2007.

À Calgary, les prix étaient 5,0 % supérieurs à ceux inscrits en novembre 2006, en baisse comparativement à l'augmentation de 6,2 % qui avait été observée en octobre. D'un mois à l'autre, la ville a enregistré une baisse pour un deuxième mois consécutif, les prix des logements neufs ayant fléchi de 0,1 %. Le fait que certains constructeurs ont baissé leurs prix en raison de la conjoncture actuelle du marché dans la ville explique cette situation.

À Edmonton, les prix étaient 21,7 % plus élevés qu'en novembre 2006, en baisse comparativement au sommet de 42,8 % atteint en novembre 2006. Les prix mensuels à Edmonton sont demeurés inchangés depuis octobre.

Enfin, Winnipeg a enregistré une progression modeste, les prix ayant crû de 0,5 % depuis octobre. L'augmentation d'une année à l'autre est demeurée stable, se fixant à 15,4 %.

Sur la côte Ouest, l'augmentation sur 12 mois à Vancouver a été de 6,4 %, soit un peu plus élevée

que celle de 6,2 % enregistrée en octobre. D'un mois à l'autre, les prix à Vancouver se sont accrus de 0,2 % comparativement à octobre en raison d'un vigoureux marché pour les vendeurs dans la région Lower Mainland.

À Victoria, les prix de vente des entrepreneurs ont progressé de 1,2 % depuis novembre 2006, soit la plus forte augmentation depuis août 2006. Les prix étaient 0,5 % plus élevés en novembre qu'en octobre.

Windsor est encore la seule ville au Canada où il y a eu une déflation d'une année à l'autre, les prix ayant fléchi de 1,7 % comparativement à novembre 2006. Les prix de vente des entrepreneurs pour novembre sont restés inchangés depuis le mois précédent.

Ailleurs en Ontario, Toronto a enregistré une hausse modérée des prix des logements neufs, soit de 0,9 % comparativement à octobre et de 3,4 % comparativement à novembre 2006. Hamilton et London ont aussi enregistré des hausses annuelles de 3,0 % et de 3,9 % respectivement.

À Montréal, le taux de croissance sur 12 mois a été ramené à 4,1 %, et la diminution attribuable à la concurrence du marché a été annulée par l'augmentation des coûts de construction. Par ailleurs, à Québec, les prix se sont accrus de 6,0 % comparativement à novembre 2006 et de 1,9 % comparativement à octobre 2007.

Dans la région de l'Atlantique, les prix ont bondi de 10,4 % à Halifax comparativement à novembre 2006 et de 3,5 % comparativement à octobre étant donné la vigoureuse demande de nouvelles habitations, pendant que les prix sur 12 mois restaient inchangés à St. John's (+6,7 %).

Données stockées dans CANSIM : tableau 327-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2310.

Le numéro du troisième trimestre 2007 de la publication *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XWF, gratuite) paraîtra en février.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 (prices-prix@statcan.ca), Division des prix. Télécopieur : 613-951-1539. □

Indice des prix des logements neufs (1997=100)

	Novembre 2007	Novembre 2006 à novembre 2007	Octobre à novembre 2007
	variation en %		
Canada	156,5	6,1	0,5
Maisons seulement	166,5	5,8	0,5
Terrains seulement	136,8	6,7	0,4
St. John's	141,1	6,7	0,6
Halifax	145,1	10,4	3,5
Charlottetown	119,1	0,9	0,8
Saint John, Fredericton et Moncton	114,9	1,1	0,0
Québec	151,3	6,0	1,9
Montréal	156,5	4,1	0,5
Ottawa-Gatineau	162,3	0,6	0,0
Toronto et Oshawa	143,5	3,4	0,9
Hamilton	149,4	3,0	0,2
St. Catharines-Niagara	151,0	2,6	-0,6
Kitchener	139,4	1,4	0,0
London	139,5	3,9	0,4
Windsor	102,6	-1,7	0,0
Grand Sudbury et Thunder Bay	108,7	5,6	0,8
Winnipeg	171,2	15,4	0,5
Regina	204,4	28,2	0,9
Saskatoon	213,9	47,9	0,0
Calgary	250,0	5,0	-0,1
Edmonton	249,2	21,7	0,0
Vancouver	123,5	6,4	0,2
Victoria	119,0	1,2	0,5

Note: Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines.

Étude : Tendances de l'emploi selon la géographie dans l'administration publique centrale 2006

La présente étude est la troisième d'une série visant à cerner de quelle façon a évolué l'emploi dans l'administration publique centrale (APC) depuis les 11 dernières années. L'APC englobe environ 178 000 fonctionnaires fédéraux dont l'employeur est le Conseil du Trésor.

Les deux premières études ont montré que l'effectif de l'APC est plus modeste qu'auparavant et que sa composition s'est adaptée. En 2006, les employés de l'APC occupaient des emplois plus axés sur le savoir qu'au cours des 11 années précédentes. Il y avait aussi proportionnellement plus de femmes au sein de l'APC, et la moyenne d'âge de ces travailleurs et travailleuses était à la hausse.

La troisième et présente étude dresse un portrait des tendances de l'emploi dans l'APC selon les régions géographiques. En 2006, l'effectif de l'APC représentait 46,7 % de l'ensemble de l'effectif de tout le gouvernement fédéral.

On y montre que dans l'ensemble du Canada, le nombre total d'emplois dans l'APC a chuté de 5,6 %, passant d'un peu plus de 188 000 employés en 1995 à presque 178 000 en 2006. La plupart des provinces et des territoires comptaient moins d'employés de l'APC en 2006.

La Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador et la Colombie-Britannique ont affiché les diminutions les plus importantes, chaque province ayant enregistré une perte de plus de 2 000 employés au cours de cette période. L'emploi dans l'APC a augmenté dans seulement deux provinces, soit à l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario. Le nombre d'employés de l'APC à l'extérieur du Canada n'a pratiquement pas changé.

L'augmentation en Ontario peut s'expliquer entièrement par la croissance de l'emploi de l'APC dans les limites de la région de la capitale nationale (RCN). Cette région est formée des villes d'Ottawa et de Gatineau de même que des communautés urbaines et rurales qui les entourent et où plusieurs institutions fédérales ont leur siège.

La proportion des employés fédéraux travaillant dans la RCN s'est continuellement accrue au cours

des 11 années, selon les données de l'APC ainsi que selon les données sur l'ensemble du gouvernement fédéral. Cependant, la proportion des employées de l'APC travaillant dans la RCN a été continuellement plus élevée que celle des employés de l'ensemble du gouvernement fédéral.

En mars 2006, 42,6 % de l'effectif de l'APC travaillait dans la RCN, alors que l'ensemble du gouvernement fédéral ne comptait que 29,5 % de ses employés dans cette région pour le même mois.

Environ 7 travailleurs sur 10 de l'APC en Ontario avaient un travail dans la partie ontarienne de la RCN en 2006. En comparaison, environ 5 travailleurs sur 10 de l'APC au Québec travaillaient dans la partie québécoise de la RCN.

La croissance nette de 117 employés de l'APC à l'Île-du-Prince-Édouard pendant la période d'étude est liée principalement à l'augmentation de l'emploi dans un ministère fédéral.

Dans la présente étude, on analyse aussi à l'échelon régional le nombre croissant d'emplois dans certaines catégories professionnelles qui relèvent du domaine du savoir. Le domaine du savoir est formé des catégories scientifique et professionnelle, systèmes informatiques, programmes et administration, direction et administration et agents du service extérieur.

En 2006, les travailleurs du savoir représentaient 57,8 % de l'effectif de l'APC, en hausse par rapport au milieu des années 1990 où cette proportion n'était que de 41,1 %.

Entre 1995 et 2006, les provinces ont connu une augmentation du nombre de travailleurs du savoir et une diminution du nombre de travailleurs dont l'emploi est moins axé sur le savoir.

En 1995, aucune des régions du Canada, sauf la RCN, n'employait une majorité d'employés de l'APC dans des catégories d'emplois axés sur le savoir. En 2006, ces employés constituaient la majorité à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec, en Ontario, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.

En 1995, 39,8 % des employés de l'APC étaient âgés de 45 ans et plus. En 2006, cette proportion avait grimpé pour atteindre 52,3 %. L'augmentation du nombre d'employés de l'APC âgés de 45 ans et plus s'est produite dans toutes les provinces et tous les territoires, de même que dans le groupe d'employés à l'extérieur du Canada. En 2006, les employés de l'APC de 45 ans et plus constituaient une majorité dans toutes les provinces. De plus, le personnel de l'APC avait tendance à être plus âgé que la main-d'œuvre en général.

En revanche, il n'y avait que trois régions qui ont affiché une majorité d'employés de l'APC ayant moins

de 45 ans en 2006, soit la RCN, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.

La proportion de femmes à l'emploi de l'APC s'est accrue entre 1995 et 2006. En 2006, les femmes étaient plus nombreuses que les hommes au sein de l'APC globalement et dans la plupart des provinces. Cependant, les employés de l'APC à l'extérieur du Canada, en Colombie-Britannique, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse étaient encore majoritairement des hommes.

Nota : En 2006, l'effectif de l'administration publique centrale (APC) représentait 46,7 % de l'ensemble de l'effectif de tout le gouvernement fédéral. L'APC exclut les membres réguliers, les agents de police spéciaux et les membres civils de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), les membres réguliers et les réservistes des Forces armées canadiennes, les employés des organisations classées «non commerciales et autres» (comme la Société Radio-Canada et la Librairie du Parlement) ainsi que les employés des agences distinctes comme l'Agence du revenu du Canada, qui ont tous une répartition géographique différente de celle de l'APC.

La différence entre l'APC et l'ensemble de l'effectif de tout le gouvernement fédéral est davantage mise en évidence par la proportion d'employés travaillant à l'extérieur des limites de la région de la capitale nationale (RCN). En mars 2006, 57,4 % de l'effectif de l'APC travaillait à l'extérieur des limites de la RCN, alors que pour l'ensemble du gouvernement fédéral, 70,5 % des employés occupaient un emploi à l'extérieur de la RCN au cours du même mois.

L'étude présente aussi la répartition géographique pour l'ensemble de l'effectif du gouvernement fédéral. Elle met l'accent sur les données de l'APC parce qu'elles permettent une analyse selon l'âge, le sexe et l'occupation.

Pour obtenir une description plus détaillée de la définition de l'emploi dans le secteur public et de la façon dont on fait le rapprochement entre les présentes données et celles qui proviennent d'autres sources d'information, veuillez consulter le document intitulé *Réconciliation des estimations de l'emploi du secteur public provenant de différentes sources d'information* à partir du lien 1713 qui figure ci-dessous.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.

L'article analytique intitulé «Tendances de l'emploi dans l'administration publique centrale : un profil selon la géographie», qui fait partie de la collection *Analyse en bref* (11-621-MWF2008066, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Les deux articles précédents concernant l'emploi dans la fonction publique fédérale sont les suivants : «Tendances de l'emploi dans la fonction publique» (11-621-MWF2007053, gratuit) et «L'emploi et les femmes dans l'administration publique centrale (fédérale)» (11-621-MWF2007061, gratuit).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Christian Houle 613-951-0377, Secteur de la statistique du commerce et des entreprises. ■

Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail

Troisième trimestre de 2007

Au troisième trimestre de 2007, les ventes de véhicules automobiles, de pièces et de services ont tempéré les ventes au détail totales, lesquelles ont connu leur plus faible hausse d'une année à l'autre en trois ans.

Les détaillants ont vendu pour 106,8 milliards de dollars de biens et services au troisième trimestre de 2007, en hausse de 4,1 % par rapport au même trimestre en 2006. Même s'il s'agit de la progression la plus faible enregistrée depuis le deuxième trimestre de 2004, les ventes de tous les grands groupes de produits ont affiché une hausse.

Les ventes de véhicules automobiles, de pièces et de services se sont élevées à 22,9 milliards de dollars, en hausse de 0,9 % par rapport au même trimestre en 2006. Dans cette catégorie, la valeur des ventes d'automobiles neuves a reculé de 3,2 %, tandis que les ventes de camions neufs (y compris les fourgonnettes, les mini-fourgonnettes et les véhicules utilitaires sport) ont fléchi de 2,7 %. Pour les camions neufs, il s'agit de la première baisse enregistrée depuis le deuxième trimestre de 2006, et pour les automobiles neuves, du troisième repli observé en quatre trimestres. Les ventes de véhicules automobiles d'occasion ont progressé de 7,3 % au troisième trimestre. Néanmoins, il s'agit de l'augmentation la plus faible en plus d'un an.

Selon l'Enquête sur les ventes de véhicules automobiles neufs (EVVAN), la valeur des ventes de camions a chuté de 7,0 % au cours de la même période. La différence est attribuable à l'inclusion dans l'EVVAN des ventes de véhicules lourds par les grossistes, ventes qui ont considérablement baissé en 2007. En 2006, les entreprises ont acheté davantage de camions lourds afin de renouveler leur parc en vue de satisfaire à la nouvelle réglementation environnementale qui est entrée en vigueur aux États-Unis au début de 2007.

Les articles de santé et de soins personnels ont affiché la progression la plus forte (+7,9 %) parmi tous

les groupes de produits visés par l'enquête. Il s'agit de leur plus faible hausse depuis le premier trimestre de 2006. Les ventes de médicaments sur ordonnance étaient en tête, ayant augmenté de 10,5 %.

La vigueur du marché immobilier a continué d'influencer positivement les ventes de meubles, d'articles d'ameublement et d'appareils électroniques. L'augmentation de 7,0 % des ventes de ces produits, totalisant 9,7 milliards de dollars, était la plus faible hausse enregistrée depuis le début de 2007. Dans cette catégorie, les ventes d'articles d'ameublement ont été vigoureuses (+12,5 %), tandis que les ventes de meubles d'intérieur (+5,7 %) et d'appareils électroniques (+4,5 %) ont affiché une plus faible progression.

Les ventes de carburants, d'huiles et d'additifs pour véhicules automobiles se sont accrues de 5,9 % au troisième trimestre, soit l'augmentation la plus faible d'une année à l'autre depuis le début de 2007. Selon l'Indice des prix à la consommation (IPC), le prix de l'essence est demeuré inchangé au troisième trimestre de 2007 par rapport au même trimestre de l'année précédente. Les prix ont augmenté au cours de la première moitié de 2007 comparativement à l'année précédente.

Les ventes d'articles de quincaillerie et de produits pour pelouse et jardin se sont élevées à 8,0 milliards de dollars, en hausse de 5,0 % par rapport à 2006. Il s'agit de l'augmentation la plus faible depuis le premier trimestre de 2005. Dans cette catégorie, les ventes d'articles de quincaillerie et de matériel de rénovation ont augmenté de 6,1 % grâce à la vigueur des ventes de bois et autres matériaux de construction (+7,2 %).

Les consommateurs ont dépensé 8,4 milliards de dollars pour l'achat de vêtements, de chaussures et d'accessoires au troisième trimestre, en hausse de 3,4 % par rapport au même trimestre en 2006. Les augmentations des ventes de vêtements pour femmes (+2,9 %) et de vêtements pour hommes (+2,0 %) étaient les plus faibles enregistrées depuis le quatrième trimestre de 2003. Les ventes de vêtements pour enfants ont progressé de 2,6 %, soit la hausse la plus faible depuis le début de 2007. Selon l'IPC, les prix ont baissé dans toutes les catégories de vêtements.

Les ventes d'aliments et de boissons ont crû de 3,5 %, soit la hausse la plus faible depuis le premier trimestre de 2006. Selon l'IPC, les prix des aliments achetés au magasin ont augmenté de 2,0 % au cours de la même période.

Les ventes d'articles de sports et de loisirs ont progressé de 7,0 % grâce aux ventes de jouets, de jeux et d'articles de passe-temps (y compris les jeux vidéo), qui ont affiché une hausse de 28,6 % par rapport à 2006.

Nota : L'Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail est conçue pour recueillir des données nationales sur les ventes au détail par catégorie de marchandises auprès d'un sous-échantillon d'entreprises qui participent à l'Enquête mensuelle sur le commerce de détail. Les données trimestrielles n'ont pas été désaisonnalisées. Toutes les variations en pourcentage sont des variations d'une année à l'autre.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 080-0018 et 080-0019.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2008.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3549 ou composez sans frais le 1-877-421-3067 (retailinfo@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Serge Grenier au 613-951-3566, Division de la statistique du commerce.

Ventes par marchandise, ensemble des magasins de vente au détail

	Troisième trimestre de 2006 ^r	Deuxième trimestre de 2007 ^r	Troisième trimestre de 2007 ^p	Troisième trimestre de 2006 au troisième trimestre de 2007
Données non désaisonnalisées				
	en millions de dollars			variation en %
Marchandises				
Aliments et boissons	21 979	22 469	22 752	3,5
Articles de santé et de soins personnels	8 268	8 810	8 921	7,9
Vêtements, chaussures et accessoires	8 091	8 335	8 367	3,4
Meubles, articles d'ameublement et appareils électroniques	9 048	8 817	9 678	7,0
Véhicules automobiles, pièces et services	22 671	25 718	22 866	0,9
Carburant, huile et additifs pour véhicules automobiles	10 388	10 848	11 003	5,9
Articles et fournitures pour la maison	2 036	1 918	2 037	0,0
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	7 645	9 329	8 030	5,0
Articles de sports et de loisirs	3 167	3 282	3 389	7,0
Tous les autres biens et services	9 304	10 346	9 729	4,6
Total	102 596	109 871	106 772	4,1

^r révisé

^p provisoire

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Effectifs, diplômés et éducateurs des écoles publiques primaires et secondaires 2005-2006

Il est maintenant possible de connaître les effectifs des programmes réguliers (y compris les programmes de la langue de la minorité et ceux de langues secondes) et le nombre d'éducateurs des écoles publiques primaires et secondaires pour 2005-2006. On peut également obtenir de l'information sur le nombre de diplômés de ces établissements pour 2006.

Les données sur les écoles publiques primaires et secondaires pour 2005-2006 sont tirées du Projet statistique sur l'enseignement primaire et secondaire. Des données historiques sur les effectifs et les

éducateurs de 1999-2000 à 2005-2006 peuvent être obtenues de même que des données historiques sur les diplômés de 2000 à 2006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5102.

Pour commander des données, pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441.

Indices de prix des services professionnels en informatique

2006 (données provisoires)

Les indices de prix des services professionnels en informatique (IPSPI) de 2006 sont maintenant offerts. Les indices de 2004 et de 2005 ont été révisés.

Les IPSPI mesurent la variation de prix d'ensemble des services professionnels en informatique ainsi que la variation de ses composantes du coût de la main-d'oeuvre et du multiplicateur net réalisé. Ces indices sont offerts à l'échelle du Canada seulement.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 329-0014, 329-0051, 329-0052, 329-0054 et 329-0055.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2333.

Pour obtenir plus de renseignements sur ces indices, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ou composez sans frais le 1-866-230-2248 (prices-prix@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Monique Beyrouti au 613-951-1673 (monique.beyrouti@statcan.ca), Division des prix. ■

Nouveaux produits

Analyse en bref : «Tendances de l'emploi dans l'administration publique centrale : un profil selon la géographie»

Numéro au catalogue : 11-621-MWF2008066
(gratuit).

Indicateurs nationaux du tourisme : estimations trimestrielles, troisième trimestre de 2007

Numéro au catalogue : 13-009-XIB
(gratuit).

Indices des prix de l'industrie, novembre 2007, vol. 33, n° 11

Numéro au catalogue : 62-011-XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :

1-800-267-6677

Pour les autres pays, composez le :

1-613-951-2800

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le :

1-877-287-4369

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le :

1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Cinq ans d'attente à 10 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'issue de la croissance de l'activité et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été contre toute attente relativement faible.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 Emplois sur les embauchages à court terme Ajuster les données pertinentes, novembre au trimestre le 31 mai 1997 Production d'or, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada Statistic Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.